

## **Avancer les perspectives de paix au Burundi**

Communiqué de presse

John Kirby

Département Porte-parole

Washington DC

2 septembre 2015

Il y a quinze ans, l'esprit de l'Accord d'Arusha a transformé le paysage du Burundi en consacrant la conviction que le gouvernement doit représenter et servir tous les Burundais. Aujourd'hui le Burundi est confronté à un défi nouveaux: mettre fin à la violence et accomplir une stabilité durable en se réunissant dans un dialogue qui repose sur l'esprit d'Arusha. Ce n'est pas l'œuvre d'un groupe, mais l'objectif de chaque personne et partie. Nous appelons le Président Pierre Nkurunziza et son gouvernement, les dirigeants de l'opposition, et tous les citoyens du Burundi à se joindre à la reprise d'un dialogue national ouvert, inclusif et représentatif dans le but d'accomplir une solution politique par consensus conformément avec l'esprit d'Arusha. Ce n'est pas un défi pour le Burundi seul. Les États-Unis réitère son soutien pour le leadership régional, dont l'Ouganda et de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de convoquer et jouer le médiateur dans le dialogue politique et les exhorte à le faire le plus tôt possible. Nous croyons que l'engagement continu de haut niveau par l'Union Africaine et les Nations Unies, et l'action positive par tous les Etats de la région, sont essentiels pour que le Burundi n'avance pas vers le chemin de la violence. Nous restons engagé à tenir responsables les auteurs de violations des droits de l'homme, les agresseurs et tous ceux qui sapent la stabilité au Burundi.

La semaine dernière, le Président Nkurunziza, dans son discours post-investiture a la nation, a évoqué la nécessité pour l'unité et la fin de la violence. Il a noté l'importance d'Arusha et de la Constitution. Mais il aussi a injecté un appel aux «comités de sécurité» à collaborer avec les agences de sécurité du Burundi. Cette déclaration était très préoccupante, particulièrement en ce qui concerne les «Imbonerakure» les jeunes miliciens armés. Une groupe armé ne peut pas faire partie d'un procès crédible soutenu par le gouvernement et peut être un handicap aux efforts visant à rétablir la stabilité dans le pays. Au cours de la dernière année, la violence et

l'intimidation des Imbonerakure ont augmenté profondément les tensions et aggravé la crise qui a causé presque 200 000 Burundais a chercher refuge à l'étranger. Pour éviter plus de violence, les Imbonerakure et toutes les milices doivent être désarmées immédiatement, avec la coordination et la supervision de l'Union Africaine. Nous appelons tous les Burundais de s'opposer à tous les actes de violence illégaux et de se réunir désormais, dans l'esprit de l'Accord d'Arusha, de parvenir à un consensus et voie pacifique vers l'avant pour le Burundi.